

JECO 2015 12-15 octobre 2015 à Lyon, Choix de 7 conférences

[1 Agir pour le climat p 1](#)

[2 Normes environnementales : levier de compétitivité ? p 3](#)

[3 Les inégalités contre la croissance ? p 5](#)

[4 Quel modèle français dans un monde globalisé ? p 6](#)

[5 Economie du partage p 9](#)

[6 La zone euro est-elle gouvernée ? p 11](#)

[7 Nouveaux défis des émergents p 14](#)

1 Agir pour le climat (Mardi 12 octobre 2015)

Le risque climatique que fait peser l'accroissement historique de la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre est avéré. L'action est impérative non seulement en dépit, mais aussi à cause des incertitudes qui subsistent : on ne peut jouer l'avenir de la planète à la roulette russe. La situation appelle l'émergence d'une forme de gouvernance globale et ce, dans une économie de marché mondialisée. L'action doit à la fois s'inscrire dans la logique marchande, en pénalisant l'usage du carbone pour en limiter les émissions et encourager l'innovation, et la transcender, en prenant en compte les responsabilités différenciées, les inégalités de richesse entre pays, et le potentiel bénéfique de coopération pour l'innovation.

Le sujet est difficile et vaste. Il est aussi pleinement d'actualité puisque la CoP 21 se réunit à Paris avant la fin de l'année. 195 pays et l'Union européenne qui doivent s'entendre, est-ce le meilleur chemin pour s'entendre ? Des milliards d'intérêts particuliers et un intérêt général à défendre, trouverons-nous un compromis ?

Roger Guesnerie

Professeur au Collège de France et Président de l'Ecole d'économie de Paris

La qualité du climat, mise en cause par la concentration des GES dans l'atmosphère, est un bien collectif mondial, tout le monde est concerné. Pour entreprendre une politique climatique, les économistes ont tendance à faire un calcul économique en termes de coûts et bénéfices. Ne pas dépasser un accroissement de 2° de température, à l'horizon 2100 est un objectif de long terme mais les coûts sont présents. Donc cela correspond à des coûts à court terme et des bénéfices à long terme. Il s'agit d'établir un choix de taux d'actualisation discuté par les économistes pour établir des politiques publiques.

Contrairement à ce que pensent les climato-sceptiques, l'incertitude sur ce qui va se passer n'est pas un argument pour ne rien faire mais au contraire un argument pour mener une politique climatique. Nous devons transmettre une planète en bon état aux générations futures.

Sur l'environnement il y a deux types d'instruments.

- Les instruments réglementaires : normes qui interdisent les émissions de CO2
- Les instruments économiques : faire payer aux pollueurs un prix qui les empêche de polluer

1/ la taxation

2/ la subvention : subventionner les gens qui dépolluent

3/ la mise en place d'un marché de quotas –c'est-à-dire des droits à polluer- qui permet de contrôler les quantités d'émissions et de les répartir entre les pays, « un super Kyoto ». Le problème est de savoir combien de droits doit-on donner par pays. Possibilité de vente ou d'achat des droits à polluer selon les besoins des pays. Doit-on donner les droits à polluer par tête d'habitant, dans ce cas-là l'Afrique serait satisfaite, contrairement aux pays occidentaux. La répartition des quotas c'est la répartition des coûts, donc il est très difficile d'imaginer qu'on se mettra d'accord sur la répartition des coûts.

El Hadji Fall

Conseiller économique du PNUD au Bénin depuis 2012 et Chef du Département des Politiques et Stratégies

Sur la carte des pays à risque sur les effets du changement climatique, le Bénin est sur la bande des pays qui vont avoir les impacts les plus forts. Ces pays qui sont les plus faibles contributeurs aux changements climatiques sont ceux qui ont les capacités les plus faibles à s'adapter au changement climatique.

Ce qui se traduit par une vulnérabilité forte quant à leur trajectoire de développement. Les changements climatiques peuvent annihiler d'un coup les efforts extrêmement importants réalisés ces quinze dernières années dans la perspective des objectifs de développement du millénaire, établis par l'ONU. Dans certaines régions touchées par les catastrophes naturelles les populations font des choix : par exemple ne plus mettre les jeunes filles à l'école pour qu'elles aident dans les champs ou chez elles. Ce qui compromet le processus extrêmement long d'augmentation de la scolarité des jeunes filles. Il y aura ainsi des réversibilités d'acquis du développement dues au changement climatique.

Autre exemple : la sécheresse conduit à des problèmes d'accessibilité à l'eau qui peuvent entraîner des risques de conflits intra et internationaux, c'est une des problématiques du conflit du Darfour. Autre conséquence l'insécurité alimentaire avec le problème des sécheresses.

Les populations qui avaient une connaissance empirique des cultures seront perturbées par les phénomènes climatiques, et ces populations à 80 % analphabètes auront des difficultés pour s'adapter dans un nouveau contexte. Ces pays cumulent des faiblesses technologiques, des faiblesses en termes de ressources humaines, et des faiblesses en termes de système d'organisation.

Agir maintenant pour le climat, c'est agir pour minimiser les coûts d'adaptation pour les pays les plus vulnérables. A moyen terme, il faut envisager les déplacements de 250 millions de réfugiés climatiques. Ceux-ci doivent être anticipés en étudiant des possibilités de dynamique économique avec ces populations riches de savoirs différents. L'urgence de l'action est en contradiction avec la lenteur des négociations pour trouver des accords.

Autre défi : le financement du développement doit être complémentaire avec le financement d'un développement durable. Par exemple l'énergie pour un milliard d'Africains.

Carlo Carraro

Professor of Environmental Economics and Econometrics (Ca' Foscari University of Venice)

Le changement climatique va modifier nos systèmes économiques et sociaux. Les mesures sont à prendre pour nos générations et non pas seulement pour les générations futures, car nous voyons les impacts maintenant, par exemple dans l'arctique et l'antarctique avec la fonte très précoce des glaces. La sécheresse en Iran et en Irak est un des facteurs les plus importants pour expliquer les migrants d'aujourd'hui, partagés entre réfugiés politiques mais surtout réfugiés économiques qui n'ont plus de travail et de ressources.

Nous n'avons pas encore tous les moyens techniques et la technologie pour lutter contre les GES. Il faut investir beaucoup plus dans la recherche pour développer d'autres ressources.

Le changement climatique va toucher notre vie, notre bien-être, l'emploi des jeunes dans l'ensemble des pays. La hausse du niveau de la mer semble inéluctable, est un exemple de conséquences lourdes pour des années proches (15 ou 20 ans).

Que va-t-on décider à Paris ? C'est déjà un succès car 148 pays ont décidé de réduire leurs émissions. La diplomatie française a très bien fonctionné. 90 % des émissions globales vont être contrôlées et réduites à travers l'accord de Paris. Les grands pays ont décidé de réduire leurs émissions, c'est déjà un grand résultat.

Consensus et coresponsabilité adoptés par tous les pays développés et PED.

Il y a un thème sur lequel vont porter les discussions à Paris, c'est le financement pour agir sur le climat, pour faire des investissements. Il s'agit, pour un moindre coût supplémentaire, de réaliser des investissements de technologie différente sans GES. Les PED réclament de l'aide pour ce type d'investissement. Ce qui paraît légitime car les pays développés sont à l'origine du problème, ils doivent donc aussi se charger de la solution dans les PED.

Pierre-André de Chalendar

Président-Directeur Général Saint-Gobain

Les entreprises sont encore souvent considérées comme la source du problème. Donc il faudrait les taxer car elles polluent. C'est vrai que les entreprises émettent plus de 50 % des GES, mais les entreprises sont aussi la solution du problème.

Exemple l'entreprise Saint-Gobain, gros émetteur de GES pour la production de matériaux de construction, mais aujourd'hui Saint-Gobain est un contributeur positif net. En Europe plus du tiers des GES viennent du chauffage des bâtiments. Les double-vitrages de fenêtres fabriqués par Saint-Gobain permettent la réduction des GES en quatre mois d'utilisation de ces double-vitrages, on a remboursé les GES émis lors de la fabrication par l'économie du chauffage.

Attention aux taxes, car si une entreprise est trop taxée contre la pollution dans un pays, elle risque délocaliser sa production. Conséquence, destruction des emplois industriels en Europe. Il faut donc harmoniser et faire en sorte que les règles de compétitivité soient les mêmes partout.

Les entreprises s'engagent sur les réductions de GES mais elles ont besoin d'un dialogue avec les gouvernements. Les entreprises souhaitent un prix du carbone, le marché du carbone a mal fonctionné en Europe, le prix du carbone est trop faible. Un prix du carbone suffisamment élevé permettrait aux entreprises de réaliser des investissements sur 20 ans en fonction de ce prix et donc plus axés sur les réductions de GES.

Les taxes peuvent-être envisagées dans certains secteurs pour financer de la recherche ou des investissements. Deux axes importants de recherche sont à envisager : le stockage d'électricité, et la capture et le stockage du carbone. Recherches privées et publiques doivent aller dans ce sens.

Les entreprises se mobilisent, elles doivent être accompagnées par les Etats au niveau mondial dans la lutte contre le changement climatique.

Thomas Sterner

Professeur en économie de l'environnement (University of Gothenburg), Titulaire de la Chaire « Développement durable – Environnement, Energie et Société » pour l'année académique 2015-2016 au Collège de France

Il faut baisser les émissions énormément, moins 50 % dans les trente années à venir.

Le prix de l'essence en Italie est très élevé, à l'inverse des Etats-Unis. Effets importants : les émissions de CO2 et la consommation par tête aux Etats-Unis sont beaucoup plus élevée qu'en Italie.

La Suède représente un pays où il y a une forte taxe depuis 25 ans, 10 fois plus élevée que la taxe française et « cela marche ».

Mais il faut aussi considérer d'autres instruments comme le marché des quotas.

Le cadre des engagements sont: les « Intended Nationally Determined Contributions ». Il faut que ces engagements soient plus contraignants dans leur mise en œuvre.

T Sterner choisit d'être optimiste sur la technologie pour faire face au défi climatique : le développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire a des caractéristiques qui donnent espoir.

Néanmoins, il y aura toujours besoin d'un prix sur le carbone élevé. Le lobby fossile sera affaibli et le lobby énergies renouvelables prendra le relais.

Ainsi de nouveaux instruments existeront pour mettre en œuvre les traités sur le réchauffement climatique.

Il faut trouver 100 milliards d'euros par an pour aider les PED dans la lutte contre le changement climatique.

A Lima, le 10 octobre 2015, il y a eu des engagements sur 85 milliards par an à partir de 2020. On se rapproche donc de l'objectif. « Il y a donc bon espoir » El Hadji Fall.

2 Normes environnementales : leviers de la compétitivité ? (Mardi 12 octobre)

Règles et normes sont un moyen de protéger l'environnement et la santé humaine. Leur impact sur la compétitivité industrielle n'est pas toujours facile à apprécier. D'un côté les entreprises subissent des coûts, liés par exemple à l'obligation de retraiter ou de faire retraiter certains déchets, à la taxation des rejets, aux frais de mise en conformité de leurs installations, au poids des obligations administratives. D'un autre côté, les exigences réglementaires les poussent à innover, à moderniser leurs procédés, à utiliser les ressources de manière plus efficiente, à valoriser les déchets ou la chaleur produite par leurs procédés. Parfois les innovations introduites pour répondre à la réglementation locale leur donnent un avantage compétitif. Le fait de respecter des normes exigeantes est aussi un atout commercial. Mais l'hétérogénéité des réglementations environnementales au niveau mondial est source de distorsion de concurrence. Une réglementation plus exigeante peut protéger les industriels sur leur marché intérieur (lorsqu'elles portent sur les caractéristiques du produit) et les pénaliser à l'export, surtout

si le consommateur est indifférent aux conditions de production mais sensible au prix du produit. A côté des règles, les normes volontaires sont un moyen pour les industriels d'intégrer des préoccupations environnementales et d'asseoir la confiance des consommateurs, des employés potentiels et des partenaires économiques pour in fine développer leurs marchés et en conquérir de nouveaux. La participation active des industriels aux processus d'élaboration des normes volontaires dans les domaines relatifs à l'environnement est au cœur d'enjeux de puissance commerciale et d'influence sur la scène internationale.

Emilie Bourdu-Szwedek

Chef de projet à La Fabrique de l'industrie

400 000 règles émises par les pouvoirs publics qui sont obligatoires pour les entreprises.

Les normes sont au nombre de 35 000 et leur application par les entreprises est volontaire.

Certes la réglementation permet d'encadrer le marché, mais les entreprises lui reprochent de coûter trop cher et d'être trop lourde. Le besoin de simplification est urgent.

L'utilisation des normes est normalement un gage de compétitivité. L'Allemagne a bâti sa réputation par ses normes.

La mise en œuvre de ces normes environnementales touche beaucoup de domaines : d'où l'importance pour les industriels de s'impliquer dans les processus de normalisation pour peser sur les marchés futurs liés au développement durable : éco-quartiers, villes durables, véhicule électrique...

Laurent Pomeau

Responsable du pôle Gestion, Etudes et Prospective AFNOR

Les normes reposent sur des valeurs. Elles existent à l'échelle européenne, internationales et recouvrent des enjeux internationaux. La France a une position forte à acquérir par rapport à l'Allemagne qui a déjà une position forte dans ce domaine.

Un monde sans norme est-il souhaitable ? Non.

Exemple norme Format A4 : sans elle il y aurait n'importe quelle largeur sur n'importe quel support.

Norme 14001 2015 : montre une performance environnementale

Norme Iso 26 000 : montre la responsabilité sociétale de l'entreprise

Les normes peuvent aider les entreprises dans leur performance : elles ont souvent des effets collectifs sur les salariés. Des études montrent qu'ils peuvent devenir plus productifs.

Elles peuvent aussi faciliter les rapports avec les partenaires de l'entreprise.

Pour les trois quarts des entreprises, l'application des normes leur permet d'attirer de nouveaux clients et permet de certifier toute une entreprise. En effet, la demande peut s'accroître avec les labels attachés aux produits fabriqués.

Marie-Claire Derycke

Responsable du service Energie et Environnement Industriel du site PSA Peugeot Citroën de Mulhouse

La norme internationale Iso 50 001 représente un mode opératoire pour réduire les GES et réduire les coûts de production. L'application de cette norme donne une bonne image de l'entreprise et représente une communication positive.

La question que l'on se pose et de savoir si l'on peut faire gagner l'entreprise sur les deux tableaux : performances économiques et performances environnementales ?

La politique et la réglementation environnementale engagent les entreprises à faire de la R&D dans le domaine du développement durable. Ce qui les conduit à des performances environnementales, synonymes aussi de performances économiques et donc de meilleure compétitivité. C'est donc une stratégie Win Win notamment dans le domaine des constructeurs automobiles – Entreprise Peugeot à Mulhouse, où de véritables progrès ont été observés ces dernières années-.

3 Les inégalités contre la croissance (Mercredi 14 octobre)

Les différentes mesures d'inégalités (Gini, top 1%, et mobilité sociale) sont évoquées.

La question de comment favoriser une croissance forte mais également inclusive dans les pays développés est posée. En particulier, les intervenants expliquent en quoi les principaux leviers de croissance par l'innovation ont la capacité d'également stimuler la mobilité sociale.

Cécilia Garcia Penalosa

Directeur de recherche au Cnrs et membre de l'École d'économie d'Aix-Marseille

Présente les outils de mesure des inégalités, notamment le coefficient de Gini et le rapport inter-décile.

Donne l'exemple du Royaume Uni dont les résultats de correction des inégalités est meilleur qu'aux Etats-Unis après la redistribution.

Les inégalités peuvent être stimulantes et motiver les individus dans la recherche de capital humain. Il existerait une corrélation positive entre éducation dans un pays (Etats-Unis) et croissance. Les Inégalités sont corrigées par la diffusion de la croissance.

Philippe Aghion

Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Présente un graphique sur lequel une relation forte existe entre revenus des plus riches et innovations aux Etats-Unis. L'innovation génère des inégalités visibles au sommet des plus hauts revenus.

On peut réconcilier inégalités et mobilité sociale à travers l'éducation, marché du travail plus flexible, et l'innovation. On veut une croissance pour tout le monde, une croissance redistributive mais les moyens ne sont plus les mêmes qu'avant dans le cadre d'une économie mondialisée, une économie d'innovations.

Il s'agit de faire une fiscalité de l'innovation. Réformes trop tardives en France.

Comme l'innovation est le principal levier de la croissance, cette dernière permettra la mobilité sociale qui elle-même conduira à une baisse des inégalités.

Favorable à un salaire minimum, facteur d'égalité, de qualification, etc.

Il faut refonder le système de la formation professionnelle pour avoir une vraie Flex sécurité.

Alain Trannoy

Directeur de l'Aix-Marseille School of Economics, membre du Cercle des économistes et du Conseil d'analyse économique

Etudie l'inégalité des chances et montre par une étude qu'au Danemark, il y a parfaite égalité des chances contrairement à la Hongrie.

Favoriser l'égalité des chances conduirait à ce que les plus méritants seraient aux manettes, et qu'il y aurait ainsi une meilleure allocation des talents dans l'économie.

Selon une étude menée aux Etats-Unis, la réduction des discriminations permettrait une augmentation de la croissance économique. 15 à 20 % de la croissance américaine serait due à la baisse de la discrimination.

Jean Pisani-Ferry

Commissaire général à la stratégie et à la prospective, France Stratégie

Dans les années 1970, la forte augmentation du SMIC a conduit à plus de croissance.

Aujourd'hui beaucoup ont peur que la croissance soit facteur d'inégalités. Est-ce en contradiction ?

[Reprise de la théorie de John Rawls] Par l'innovation, si l'enrichissement de l'un est favorable à toute la société l'inégalité est acceptée. Exemple Blabacar enrichit celui qui a mis au point cette plateforme mais cela est favorable pour beaucoup d'individus qui s'en servent, donc il y aurait une certaine légitimité à cette inégalité.

Mais il ne s'agit pas d'accepter des inégalités qui seraient dues à des rentes de monopole.

Il faut considérer que le progrès technique détruit des emplois les moins qualifiés. Exemple : le vendeur à la Fnac sera remplacé par un livreur plus un développeur Web. Mais il s'agit d'un processus de destruction créatrice.

Philippe Aghion

Une sécurisation des parcours professionnels est indispensable. La formation doit être une étape entre deux emplois, avec garantie de salaire, c'est à organiser.

Aujourd'hui, en France il y a une grave crise de la formation professionnelle et le rendement de la formation initiale est insuffisant.

La croissance doit éviter la fuite des cerveaux, elle doit être inclusive et verte.

La croissance doit être envisagée de manière multidimensionnelle sur le plan de la santé, de la réduction des inégalités, et de l'environnement, et d'une manière plus soutenable.

Il faut espérer que ces questions, qui interrogent sur le modèle politique de la France seront au cœur de la prochaine campagne électorale présidentielle.

4 Quel modèle français dans un monde globalisé ? (Mercredi 14 octobre)

La France (ou l'Italie) a parfaitement le droit d'avoir des préférences sociales différentes de celles des autres pays de l'OCDE en ce qui concerne : · la générosité de la protection sociale ; · le rôle de l'État ; · le partage des revenus et le fonctionnement du marché du travail. De ces préférences sociales différentes, il résulte en France (et en Italie) une pression fiscale plus élevée que dans les autres pays de l'OCDE, en particulier sur les entreprises ; · un partage des revenus plus favorable aux salariés, donc une profitabilité et une rentabilité du capital plus faibles que dans les autres pays de l'OCDE. Il faut cependant, accepter que cela peut engendrer, dans un Monde globalisé, avec parfaite mobilité des capitaux, une perte d'investissement, de capacité de production, d'emplois dans le secteur exposé à la concurrence au profit des autres pays de l'OCDE. Le modèle français est-il alors soutenable ? Est-il possible que le modèle européen converge vers le modèle français ?

Philippe Aghion

Professeur de sciences économiques (Université d'Harvard)

Les deux dernières décennies ont été marquées par un déclin inexorable de notre économie par rapport au reste du monde, notamment par rapport à d'autres pays européens scandinaves et rhénans : croissance atone, un chômage qui ne baisse pas, un déclin continu de nos exportations et de notre industrie, un endettement élevé de nos administrations, alors que nos taux de prélèvements obligatoires sont parmi les plus élevés dans les pays industrialisés, une situation financière des entreprises qui se dégrade et une mobilité sociale qui demeure inférieure à celle de nos voisins scandinaves et rhénans. Ce déclin montre les difficultés qu'a la France à dépasser le modèle des Trente Glorieuses –croissance basée sur le rattrapage- depuis les années 1980, le rattrapage s'est fait par les pays émergents. La France doit changer de modèle. Comment la France doit-elle s'adapter à la nouvelle donne qu'est la mondialisation ? Il y a trois stratégies :

1/ Stratégie au fil de l'eau : on réforme à la marge, et on compte sur des améliorations au niveau international. Mais cela ne marche pas. Les déséquilibres continuent de s'aggraver, et il y a le risque que notre modèle social devienne insoutenable, à moyen terme.

2/ Stratégie du retour en arrière : revenir au colbertisme, stratégie Montebourg, on réindustrialise par le haut, on prend l'Allemagne comme modèle, mais l'épisode Volkswagen montre le danger d'une stratégie top down qui miserait tout sur quelques secteurs et entreprises dans l'industrie, sur quelques champions nationaux. C'est la vieille méthode.

3/ stratégie 3 : méthode inclusive par l'innovation. Cela passerait par une réforme de l'Etat, par exemple il faudrait supprimer la moitié des communes, supprimer les départements là où il y a des métropoles... pour que l'Etat concentre ses ressources sur l'économie du savoir, sur la croissance par l'innovation.

L'innovation contribue à l'enrichissement en haut de l'échelle mais c'est une inégalité temporaire, cela n'augmente pas les inégalités au sens large. L'innovation augmente la mobilité sociale. En effet l'innovation représente la destruction créatrice, le nouveau remplace l'ancien, c'est un vecteur de mobilité sociale.

Que faut-il pour une croissance par l'innovation ? Il faut l'éducation, un marché des biens plus dynamique, un marché du travail qui fonctionne mieux. La bonne nouvelle c'est qu'on peut ainsi stimuler la mobilité sociale et changer de modèle. Attention à ne pas pénaliser l'innovation par la fiscalité. Imposer ceux qui font de la rente et de la spéculation mais pas ceux qui font de l'innovation.

C'est en dopant l'innovation, et donc la mobilité croissance qu'on dope la croissance et que l'on gagne dans l'économie mondialisée.

Patrick Artus

Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Démonstration en cinq points :

1/ Nous sortons d'une évolution qui date de 20 ans de segmentation des processus de production. On coupe des bouts de production, avec fabrication dans les pays émergents à coûts salariaux faibles. Ceci a conduit à de très fortes délocalisations, ainsi nos concurrents étaient les pays émergents depuis 20 ans.

Aujourd'hui ce processus s'inverse complètement, on déségmente, on enlève des productions des pays émergents et on les ramène vers les pays de l'OCDE. Plusieurs raisons à cela : les coûts salariaux dans les pays émergents sont devenus très élevés, par exemple en Chine ; les gouvernements exigent maintenant des productions dans les pays –à contenu local- ; tous les industriels se disent qu'il faudra bientôt payer le CO2 à son vrai prix, et donc le coût de transport va devenir plus élevé.

De moins en moins nos concurrents sont les émergents.

Nous commerçons moins car nous segmentons moins entre pays. Ce qui explique, en partie, la faiblesse du commerce mondial.

2/ La Banque centrale européenne nous a donné une énorme dépréciation de l'euro. L'euro est déprécié de 30 % par rapport à son point le plus haut. La compétitivité a été rétablie par la Banque centrale.

3/ Par conséquent, nos concurrents aujourd'hui sont les autres pays de la zone euro. Or à l'intérieur même de la zone euro, les politiques économiques sont extraordinairement divergentes, exemples : réforme du marché du travail en Espagne, très grande flexibilité, possibilité d'utiliser très largement des contrats à temps partiel, contrats avec périodes d'essai très longue pour les très petites entreprises, licenciements très faciles et peu coûteux, les cotisations sociales des employeurs sont quatre fois plus faibles qu'en France ; en Italie, nouveau contrat de travail, avec trois années de période d'essai durant lesquelles les droits de protection sont extrêmement faibles.

Ce sont donc des pays qui deviennent nos vrais concurrents.

4/ Ceci va-t-il nous obliger à changer notre modèle social ? Pouvons-nous avoir en France un droit du travail complètement différent du point de vue du salaire minimum, de la protection de l'emploi, de la nature des contrats de travail, de ce que l'on a en Espagne ou en Italie. Nous avons du mal à nous protéger contre ces nouveaux concurrents.

5/ La zone euro ne sait pas coordonner de manière intelligente les politiques économiques. On ne coordonne pas les règles du marché du travail, la protection sociale, les systèmes de retraite qui créent des biais de concurrence entre les pays de la zone euro.

Comme la concurrence est passée des émergents aux pays de la zone euro, si nous ne changeons pas la subsidiarité, nous serons obligés d'adopter notre système social à celui des moins-disant qui sont aujourd'hui les pays du sud de la zone euro.

Agnès Bénassy-Quéré

Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique

La compétitivité c'est la capacité de s'enrichir. Pour cela il faut avoir des clients et il faut vendre des biens et des services à ses clients le plus cher possible, l'Allemagne y réussit très bien. La baisse des salaires en Europe contribueraient à la baisse des prix, pour aucun bénéfice car on sait que les prix relatifs de la zone euro par rapport aux autres pays restent constants, si on baisse les prix artificiellement, l'euro va s'apprécier, ce qui conduirait à la déflation.

La bonne stratégie est la convergence des salaires corrigés de la productivité. Ainsi, une stratégie à deux niveaux : la recherche de la productivité qui représente une bonne concurrence en termes d'efforts, d'innovation ; la convergence des coûts du travail. Depuis 2009 les salaires augmentent plus vite que la productivité en France contrairement à l'Allemagne.

Etude sur la compétitivité hors prix : en France, le premier secteur est l'aéronautique, puis LVMH, le vin ; pour l'Allemagne, ce sont les pièces détachées, les métaux non ferreux, ...

L'Allemagne est la plus forte dans ses secteurs au niveau de l'OCDE avec une compétitivité hors prix extraordinaire, contrairement à la France qui est plutôt moyenne. Marge importante de progression donc pour la France.

James Galbraith Lloyd M. Bentsen Jr.

Chair of Government/Business Relations at the Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, the University of Texas at Austin

Est-ce que le maintien en France d'un Etat-Providence entraîne automatiquement une perte des investissements, du capital et de la compétitivité ? Non, les deux mènent à la même direction. La distribution des gains de productivité est une question de choix politique. Y a-t-il par un choix plus égalitaire, une perte de compétitivité ? La réponse est non. La Suède, dans les années 1970, avec une égalisation des salaires, un taux de syndicalisation très élevé -90 %- est devenu un des pays les plus riches, les plus productifs et les plus compétitifs, dans un cadre d'ouverture sur les autres pays, en attirant des investissements de haute qualité. Aux Etats-Unis, les réglementations environnementales les plus élevées, les plus strictes n'ont pas empêché des salaires très élevés, exemple dans l'Etat de Californie qui est très performant. Il y a une complémentarité entre la régulation, l'Etat-Providence et la productivité. La pauvreté se trouve aujourd'hui dans des pays qui n'ont jamais construit d'Etat-Providence. Il faut se fier à l'expérience historique et bien considérer que les Etats-Providence ont été construits dans les périodes de crise. L'Etat-Providence n'est donc pas un obstacle à la réussite économique.

Bien sûr, il faut « foncer » sur les investissements de qualité, sur la science, sur la technologie pour faire fonctionner cette complémentarité. Il ne s'agit pas d'imiter l'exemple chinois.

Jean-Olivier Hairault

Professeur de sciences économiques à l'Université Paris 1

Conserver le modèle social français ne se ferait-il pas au prix d'un sacrifice du modèle économique ?

Nous avons les dépenses sociales en France parmi les plus élevées dans le PIB, on est à plus de 30 % comparativement aux 22% en moyenne dans les pays de l'OCDE. Il faut s'en féliciter et *so what* ?

Certes il est très avantageux de se protéger contre les risques sociaux, mais notre système est relativement inefficace, on pourrait faire aussi bien avec moins de dépenses. Nous avons un taux de prélèvements obligatoires qui est très élevé, un ministre a parlé de « ras le bol fiscal ». Ces prélèvements sont distorsifs, ils découragent l'innovation, la création de richesse en France, ils désincitent à l'épargne, au travail.

Par habitant, nous n'avons pas des dépenses les plus importantes par rapport notamment aux pays de l'Europe du nord. Le problème est à rechercher du côté du PIB -dénominateur- par habitant, nous avons décroché depuis 30 ans. Nous n'avons plus les moyens de financer les dépenses sociales que nous voulons avoir.

Comment expliquer la faiblesse de la croissance en France ?

Dans la croissance du PIB il faut considérer la productivité et le nombre d'heures de travail. Nous sommes plutôt bons en productivité du travail, mais nous avons décroché en heures travaillées. Nous avons fait le choix de baisser le nombre d'heures travaillées avec le mythe du partage du travail contrairement aux autres pays. Ainsi nous avons fait baisser le temps de travail, c'est une stratégie de l'inactivité universelle, dramatique pour la croissance en France et pour la sauvegarde du modèle social. C'est l'erreur majeure de politique économique en France depuis trente ans. Il faut faire une politique de l'offre de travail : augmenter l'âge de la retraite, renégocier le temps de travail dans les entreprises.

Si nous gardons le temps de travail actuel, il faut baisser la générosité des retraites, revoir notre système de santé, avec plus de chômage et de pauvreté. Il faut choisir.

Alexandra Roulet

Ph.D (candidate) d'économie à l'université d'Harvard

L'enjeu de notre modèle social c'est de réussir le passage de l'Etat-Providence à l'Europe sociale. Penser la solidarité non plus au niveau national, mais au niveau européen. Il s'agit de penser une assurance chômage au niveau européen. Des arguments économiques vont dans ce sens : ce serait un très bon outil de stabilisation économique. Cela a aussi une portée symbolique, cela pourrait encourager un approfondissement de la solidarité européenne. Mais le débat entre les économistes se ferme très vite pour des raisons d'ordre politique ; l'Allemagne ne veut pas en entendre parler. La crainte est de voir les bons élèves en politique d'équilibre budgétaire comme l'Allemagne

payer pour les mauvais élèves. Pourtant cette crainte n'est pas totalement justifiée. On pourrait jouer sur des cotisations différentes selon les pays, différencier les seuils de versement d'indemnités selon les pays et leur histoire. Consensus chez les économistes mais infaisabilité au niveau politique.

Pour construire l'Europe sociale, on pourrait commencer, alors, par une prime d'activité européenne, en prenant en compte le problème du travail précaire, notamment présent en Allemagne. Faire passer le social avant l'économique. Autre idée : envisager un revenu minimum européen. « Rêve à voix haute » nous dit l'intervenante.

Alexandre Saubot

PDG du groupe Haulotte, Président de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de l'Industrie)

En France, il y a un problème de cohérence entre les choix et les conséquences au niveau microéconomique.

- Il y a un système autour des entreprises, décourageant à la prise de risque. Les entreprises françaises ont 10 à 12 points de marge en moins par rapport à la moyenne européenne, ainsi la rentabilité des projets et des risques est moins bonne que celle de nos voisins. Le banquier sera moins favorable pour financer les projets.

- Il existe un modèle social qui pouvait répondre à la problématique de la révolution industrielle, adaptée aux Trente Glorieuses mais qui n'est plus du tout adapté au monde du XXIème siècle avec une multiplication des lieux de concurrence, des volatilités des crises. Ce modèle fait que le coût de l'échec en France est plus élevé qu'ailleurs. Le déclin industriel depuis 20 à 30 ans s'explique par le découragement de la prise de risque consécutif au modèle français.

L'intervenant est à la tête d'une entreprise de 200 salariés dans le secteur de la peinture, a dénombré il y a deux ans 7500 règles et normes pour faire tourner l'usine. Un choc de simplification a été annoncé mais deux ans après il y a 15% de plus de normes et règles. Cet empilement global freine la capacité à créer de la richesse.

Points positifs : nous sommes encore la cinquième ou sixième puissance mondiale, avec des filiales et des clients dans le monde entier. Nos salariés savent être aussi rigoureux que les Allemands, aussi malins que les Italiens, aussi travailleurs que les Espagnols, aussi résistants et constants que les Anglais.

Il s'agit de faire des efforts aujourd'hui dans le domaine de la réglementation pour assurer la croissance.

Questions de la salle

Les intervenants ne sont pas d'accord entre eux sur le temps de travail, sur la progression salaires réels et productivité.

Patrick Artus

Notre niveau de gamme s'est détérioré, à part dans l'aéronautique et dans le luxe. Nous sommes désormais moins bien placé que l'Allemagne mais aussi que l'Italie qui a fait de nombreux efforts. Notre concurrent le plus sérieux en Europe, est aujourd'hui l'Espagne.

En ce qui concerne la répartition des revenus, il y a une diversité de situations nationales : dans certains pays la part des salaires dans le revenu national diminue et ceci depuis 20 ans, par exemple aux Etats-Unis, en Allemagne (mais fin depuis trois ans), au Japon, ce qui tue son économie car il faut de la demande intérieure. Mais pour d'autres pays c'est l'inverse, et cela engendre un problème de profitabilité. Donc il faut réfléchir à ce partage des gains de productivité, ce partage des revenus.

5 Economie du partage (mercredi 14 octobre)

Economie du partage ou partage de l'économie ? L'économie collaborative a-t-elle quelque chose à voir avec l'ESS ? Humanise-t-elle ou tue-t-elle les marchés ? Air BnB, Uber Pop, Le Bon Coin, Bla Bla Car... Les expériences d'économie collaborative se développent à vitesse grand v aujourd'hui, au Québec comme en France, et parfois à l'échelle planétaire, amenant certains observateurs à parler de l'avènement de l'économie du partage, du share. Epiphénomène ou véritable transformation des modèles économiques ?

Quand les limites entre producteur, distributeur et consommateur s'estompent, quelles nouvelles règles de l'échange s'inventent-elles, avec quelles valeurs, quelle éthique ?

Est-ce l'émergence d'une nouvelle économie, à la fois libérale et sociale, dopée par le numérique et la mondialisation ? Le nouveau visage de l'économie sociale libérée de ses oripeaux historiques ?

Ou au contraire la nouvelle conquête du capitalisme sur la sphère privée et bénévole, la marchandisation de l'esprit collectif ?

Philippe Frémeaux, éditorialiste à Alternatives Economiques et
Damien Demailly

Economiste Coordinateur du programme Nouvelle Prospérité à l'Iddri

Certaines plateformes numériques relèvent de l'économie du partage et sont utiles : Wikipédia (mondialisation d'une communauté), ont un modèle fondé sur la gratuité.

D'autres ont tendance à capter les externalités positives, la générosité par la transformation en valeur. Dans ce cas-là l'économie du partage est source de monétisation et de marchandisation.

Quels sont les avantages de cette économie collaborative ?

1 Une diminution des coûts de transaction. Les cartes économiques sont rebattues, il y a moins d'intermédiaires – exemple Uber.

2 Le consommateur accède plutôt que possède : exemple covoiturage.

Serge Proulx,
sociologue à l'UQAM

Dans cette plateforme collaborative, il n'y a pas de propriété apparente mais les profits sont pourtant quelque part. Par exemple Blabacar a mobilisé un capital de plusieurs millions d'euros.

Cyril Kretzschmar

Conseiller délégué à l'ESS Région Rhône Alpes Conseiller délégué à la nouvelle économie, aux nouveaux emplois, à l'artisanat et à l'économie sociale et solidaire à la Région Rhône-Alpes.

Revenons à quelques définitions : **l'économie collaborative** se base sur la production de bien et surtout de services en commun, s'appuyant sur une organisation horizontale, facilitée notamment par l'usage des plateformes internet ; **l'économie de partage** est une organisation de pair à pair, où les individus s'auto-organisent pour créer un bien commun. **L'économie sociale et solidaire** est centrée sur l'intérêt général, à travers une organisation démocratique et une éthique de la répartition des revenus de l'activité.

La finalité de l'économie collaborative : elle permet de produire des services à plusieurs, mais ces services ne deviennent pas pour autant une propriété collective. La chambre louée via Air BnB ou la voiture du conducteur Uber Pop reste à son propriétaire et une part significative du prix de la location va à la plateforme centrale de réservation.

L'économie collaborative peut générer des concentrations capitalistiques très fortes (introduction en bourse de Air Bnp pour 8 milliards de dollars, levée de fonds de plus de 200 millions d'euros pour Bla Bla Car

Pour l'économie du partage, il s'agit de créer ensemble des biens collectifs : le coût d'un trajet en covoiturage est partagé équitablement entre le chauffeur et son ou ses passagers.

Pour l'ESS, les biens et les services produits ne servent pas qu'une partie d'utilisateurs mais tous ; une part significative de l'ESS s'intéresse même plus spécifiquement aux usagers les plus empêchés dans l'accès à ces services : petite enfance, personnes âgées et handicapées, personnes fragiles socialement ou financièrement. L'économie de partage comme l'ESS ne gère que très peu de capitaux, et ceux-ci sont généralement portés par tous, et non spéculatifs.

Damien Demailly

Des acteurs associatifs ont initié un mouvement des communs qui s'oppose à l'idéologie de la propriété. Il s'agit de nouvelles règles pour partager autrement.

Il faut bien différencier d'une part, l'idée du partage qui fonctionne sur le don et le contredon, et qui nécessite de savoir donner, recevoir et rendre, et d'autre part l'idée de l'économie du partage qui monétise le partage.

Ainsi le numérique est un moteur de transformation mais on est en droit de se poser la question : vers quoi ?

Cyril Kretzschmar

Economie collaborative, économie du partage et ESS s'appuient toutes les trois sur l'agir collectif, mais les ambitions et les règles sont bien différentes pour chacune.

L'éthique et la qualité sociale de l'ESS et de l'économie du partage doivent encourager l'économie collaborative à se doter d'un supplément d'âme.

6 La zone euro est-elle gouvernée ? (jeudi 15 octobre)

Personne ne le conteste à présent : l'hypothèse selon laquelle il n'était pas nécessaire de favoriser une intégration économique plus intense pour assurer le bon fonctionnement de la zone euro s'est révélée erronée. Les Etats n'ont pas eu d'incitations suffisantes pour s'adapter aux contraintes qu'impose effectivement le partage d'une monnaie unique avec d'autres entités hétérogènes. De fait, les divergences nominales se sont accrues tout comme les déséquilibres macroéconomiques tandis que la surveillance européenne se concentrait sur les seuls engagements de cibles budgétaires, du reste très inégalement respectés. Suite à chaque crise, les Etats membres et la commission introduisent de nouveaux éléments de surveillance et tentent de renforcer la coordination des politiques économiques et budgétaires. Les mesures adoptées sont-elles à la hauteur des enjeux, permettent-elles de s'attaquer aux origines de la crise ? Comment corriger le biais asymétrique de la surveillance économique ? Mettre plus en cohérence la surveillance d'ensemble au niveau de la zone et la rendre plus lisible ? Peut-on constitutionnaliser la politique économique et budgétaire sans gouvernement économique ? Un changement de Traité est-il inéluctable ? L'alternative politico-économique fondamentale pour la zone euro ne se résume-t-elle pas au fond au choix entre approfondissement ou reconfiguration ? C'est-à-dire, un choix entre la voie du fédéralisme budgétaire ou celle de la sortie individuelle de la zone euros ?

Modérateur : Marion L'Hour France Inter

La zone euro représente 19 pays qui partagent une même monnaie, une croissance annoncée à 1,6% cette année, 19 pays qui sont sensés respecter des critères communs : déficit public de moins de 3% du PIB, une dette de moins de 60 % du PIB, une monnaie stable, une inflation de moins de 2% par an. En réalité ces critères ne sont pas toujours respectés par les membres de l'euro zone, y compris la France. La Grèce a une dette qui représente 180 % de son PIB. Depuis 2010, la Grèce a fait tanguer la zone euro assez sérieusement, on s'est même demandé si la zone euro allait éclater. Le président F. Hollande propose un président de l'avant-garde de l'Europe avec un parlement et surtout un budget spécifique.

D'autres questions émergent, peut-on mieux se coordonner, peut-on avoir des politiques économiques et sociales cohérentes quand on n'a pas de budget commun ?

Agnès Bénassy-Quéré

Professeur, Ecole d'économie de Paris, Université Paris 1, et Présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique
L'euro est une monnaie sans Etat.

-Une première conséquence est une vulnérabilité des banques à une dette souveraine. Exemple l'Etat espagnol s'endette pour recapitaliser les banques. Il a fallu faire intervenir le mécanisme européen de stabilité (MES). Il y a un deuxième mécanisme qui est le mécanisme de la liquidité, qui a été vu à l'œuvre en Grèce. Si chacun vient chercher ses dépôts en Grèce, la banque n'a pas de quoi rembourser tous les dépôts. Ainsi la banque emprunte, soit auprès d'autres banques, mais celles-ci vont sans doute décliner, elle va donc emprunter auprès de l'euro système. Mais il faut que la banque grecque puisse déposer en gage des actifs de bonne qualité : elle a à déposer des actifs souverains de la dette publique de la Grèce qui perdent en crédibilité. Ainsi les banques sont obligées de fermer.

-Il y a aussi des crises auto-réalisatrices, par exemple en Italie. En 2011, les taux d'intérêt italiens se sont très largement écartés des taux d'intérêt allemands, alors qu'il ne s'était rien passé de spécial en Italie. Si les marchés doutent du remboursement de la dette, cela fait monter les taux d'intérêt, et cela rend la dette non soutenable.

-Il n'y a pas de budget dans la zone euro. Pour répondre à un problème, on utilise de l'intergouvernemental. Des chefs de gouvernement se disputent pour répondre aux problèmes.

-Il existe des conflits autour de la politique monétaire ; si la BCE avait pu acheter des titres fédéraux comme aux Etats-Unis, cela aurait posé moins de problèmes. Dans la zone euro, on pratique des transferts entre pays, ce qui est « limite ».

La crise grecque a mis à jour le problème suivant : l'appartenance à la zone euro contraint de facto les souverainetés nationales. Où mettre la limite dans ce qui reste des décisions de chaque Etat ? Jusqu'où intervenir dans l'économie de chaque pays pour par exemple maintenir le ratio Dette publique/PIB dans des limites correctes ?

Le Parlement européen n'a pas été consulté sur les décisions prises envers les Grecs, ce qui conduit à une espèce de flou. Pourquoi ne pas avoir une chambre de la zone euro ?

Le grand défi est de gérer la diversité des économies qui aurait dû être une chance et qui a été transformée en un problème. Il s'agit d'envisager **une union budgétaire**.

Michel Aglietta

Professeur émérite d'économie, conseiller scientifique au CEPII et à France Stratégie et membre du Haut Conseil des Finances Publiques

Y a-t-il une voie moyenne entre le passage fédérale qui paraît très improbable et le maintien dans une forme de gouvernance inter-étatique dont l'inefficacité est maintenant avérée. Selon Ben Bernanke l'orthodoxie économique en Europe bloque toute possibilité de sortir d'un marasme perpétuel.

La monnaie est une institution absolument fondamentale des sociétés, elle fait partie de l'architecture politique des Etats. Etat + monnaie participe à l'unité d'une nation. Par conséquent Etat-Banque centrale ont nécessairement des liens très étroits car les deux sont des exécutifs. L'Europe a un système de paiement mais le lien avec l'Etat n'existe pas.

Pourquoi l'Euro est-elle une monnaie incomplète ? Est-il possible de définir une coopération institutionnalisée ?

Pour coopérer il faut fabriquer des institutions médiatrices que nous n'avons pas.

Or les représentations de ce qu'est un gouvernement démocratique par l'Allemagne et par la France n'ont rien de commun et sont incompatibles. Pour l'Allemagne c'est la loi fondamentale qui est au-dessus de tout, c'est elle qui exprime la souveraineté, elle est au-dessus du parlement, au-dessus de l'exécutif ; en France nous avons un régime présidentiel qui confisque la souveraineté, et nous avons une centralisation extrêmement forte de la souveraineté. Cet antagonisme est une énorme difficulté. Ce problème empêche de penser à une constitution fédérale.

Une BCE qui n'a pas de lien entre les Etats, il y a forcément un jeu non coopératif du point de vue des Etats. Au niveau international, les Etats jouent leurs intérêts propres. La crise de la zone euro n'a fait que révéler ce problème qui existait dès l'origine. Les compromis ad hoc sont fugitifs, puis nouvelles contradictions ...et on va de discordes en discordes. Dès lors que c'est comme cela, nous sommes paralysés, nous avons une gouvernance paralysante ; les résultats sont clairs : effondrement de l'investissement, baisse de 20% entre 2007 et 2014 ; énorme excès d'épargne sur l'investissement, capté essentiellement par l'Allemagne. Il y a des rebonds qui ne donnent pas lieu à un processus de reprise de croissance soutenue et on reste dans le marasme appelé « stagnation séculaire ».

Ce qui est favorable aujourd'hui, c'est une baisse du prix du pétrole, une baisse de l'euro, ce qui fait plus de compétitivité pour les exportateurs, et pour les ménages plus de revenus, mais le cercle vertueux n'est pas enclenché : pas de hausse de l'emploi, pas de hausse des salaires et pas de reprise des investissements. Cela ne peut pas fonctionner de manière spontanée.

Que peut-on faire ? Remplacer un processus qui ne fonctionne pas par une coopération institutionnalisée qui permettrait de partager les décisions en renforçant la souveraineté des Etats : créer des institutions médiatrices. C'est transformer les relations inter-étatiques par des institutions intermédiaires. Faire exister l'entité zone euro au niveau politique sous forme de puissance publique.

- Il s'agit de se doter d'un Trésor européen qui puisse réaliser cette coopération budgétaire entre les Etats avec un contrôle démocratique avec des parlementaires nationaux. Le contrôle démocratique est absolument nécessaire.

- Il faut également un budget européen d'investissements pour faire face aux besoins d'infrastructures, avec un programme accepté par les Etats-membres, avec une possibilité de lever des ressources fiscales dédiées.

André Grjebine

Directeur de recherche au Centre de Recherches Internationales de Sciences Po

La zone euro est dans un engrenage, c'est une créature qui échappe à ces créateurs.

Le paradoxe de l'expansion : d'un côté l'élargissement, or ce qui était possible à 6 ne l'était plus à 19 ou à 28 ; de l'autre un champ de compétences toujours plus étendu qui bute sur l'absence de contrôle démocratique de la construction. On a réduit le pouvoir des Etats sans créer de pouvoir fédéral démocratique.

Plus une zone européenne sans démocratie impose de contraintes, plus les citoyens deviennent hostiles à un renforcement de l'Union européenne. Exemple pour les politiques économiques, ce n'est pas si les politiques sont efficaces – lutte contre le chômage...- qui est jugé mais si ces politiques respectent bien les règles du jeu -3% du PIB pour le déficit public, critère de Maastricht – or c'est une aberration. L'Europe n'est pas jugée par des citoyens mais par des commissions et des commissaires.

L'euro est caractérisé comme une fuite en avant. L'euro a été créé essentiellement car F. Mitterrand voulait éviter la répétition des crises entre le franc et le mark. Mais l'euro répond essentiellement au desirata des Allemands. L'obsession est la rigueur, le respect des équilibres. **Le résultat est que l'on a des Etats sans monnaie et une monnaie sans Etat.** L'Euro est une monnaie extérieure pour tous les Etats. Il y a un renversement de la hiérarchie habituelle entre les Etats et les marchés financiers. D'autre part les Etats se méfient les uns des autres par exemple Allemagne/Grèce.

Premier résultat de cette situation : c'est la divergence. Il n'y a pas de solidarité instituée entre les Etats ; les entreprises s'établissent où les conditions sont les meilleures. Il y a donc une spécialisation renforcée des Etats les plus forts. Cela pourrait être acceptable s'il y avait des mécanismes rééquilibrants.

Deuxième résultat : c'est l'austérité, on a bloqué les stabilisateurs automatiques que sont les politiques budgétaires, c'est-à-dire que les pays déficitaires sont condamnés aux politiques de rigueur ou d'austérité. Ces pays sous-investissent et cela détruit leur tissu économique, ils perdent de plus en plus de compétitivité. Le gouverneur de la Fed a souligné la difficulté de mener une politique monétaire sans avoir de politique budgétaire.

Il s'agirait de faire des investissements publics européens financés indirectement par la BCE mais aussi contrôlés par les peuples.

L'intergouvernementalité donne un poids prépondérant aux Etats les plus puissants, il faudrait un président élu à la tête de la zone euro qui défendrait les intérêts de toute l'Europe. Mais idée qui semble utopiste.

Pervenche Berès

Députée européenne, présidente de la délégation socialiste française

Le respect du pacte de stabilité n'a pas créé une solidarité mais un esprit d'hostilité. Les économistes ont eu envie de croire à l'euro. Durant 10 ans ils ont considéré que la dette grecque était la même chose que de la dette allemande. Pourtant, dès 1999, le Parlement européen avait demandé de mettre en place un fond contra cyclique en cas de choc asymétrique. Cela n'a pas été pris en considération.

En zone euro, si on avait une bonne gouvernance, on devrait avoir de bons outils. Trois types d'outil sont nécessaires pour faire fonctionner une monnaie : un budget, une mobilité des acteurs, et une capacité de financement. Or la zone euro n'a aucun de ces trois outils. Le budget est la capacité de mettre en œuvre- dans les faits- la solidarité à l'intérieur d'une zone monétaire, de créer ce vivre ensemble.

Le budget doit avoir plusieurs fonctions : un mécanisme européen de stabilité pour venir en aide aux pays comme la Grèce ; l'ajustement à l'investissement qui doit être financé par l'emprunt. Pour la gouvernance, il serait intéressant de regarder du côté d' « un fédéralisme à l'américaine » avec une répartition stricte du pouvoir entre le centre et les Etats fédérés et où l'Etat central a une capacité d'intervention sur le budget.

7 Nouveaux défis des émergents (Jeudi 15 octobre)

Le ralentissement de la croissance totale ou de la croissance industrielle des grands pays émergents est impressionnant. Il implique que ces pays ne contribuent plus à la croissance mondiale et qu'il y a recul des prix mondiaux des matières premières.

Les causes du ralentissement des émergents sont multiples. En Chine, hausse du coût du travail plus rapide que celle du niveau de gamme de la production ; en Russie, absence de diversification hors de la production de matières premières (« maladie hollandaise ») ; au Brésil, en Inde, en Afrique du Sud, en Turquie, insuffisance des investissements publics dans l'éducation, l'énergie, les infrastructures de transport. La nature structurelle de ces

problèmes implique que la crise de croissance des grands pays émergents sera durable : que se passe-t-il alors dans l'économie mondiale si le « moteur » des émergents s'arrête ? Quelles erreurs de politique économique ont été commises ? Y-a-t-il des exemples de pays émergents à croissance robuste et d'où vient-elle ? Comment est-on passé de l'émergence triomphante au constat des difficultés des émergents ?

Patrick Artus

Chef économiste de Natixis et membre du Comité Exécutif, Professeur-associé d'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

On a un changement assez brutal de la perception des émergents, idée que le moteur de la croissance mondiale était le monde émergent à idée que les pays émergents vont être durablement en difficultés.

Les investisseurs préfèrent aujourd'hui les entreprises qui ont des consommateurs européens, c'est un renversement de la perception des émergents.

On a un freinage considérable de la croissance dans les pays émergents. Il est difficile de connaître certains chiffres, notamment celui de la croissance chinoise qui serait plus proche de 3% que du 7% officiel. La croissance mondiale est estimée à 2,5 % pour 2015.

Trois situations différentes caractérisent les pays émergents :

-La Chine : c'est un cas typique de déflation, les coûts de production ont augmenté extrêmement rapidement depuis une quinzaine d'années. Le coût salarial unitaire chinois est désormais incompatible avec sa structure économique qui est de produire des biens dans le milieu et le bas de gamme sauf pour une toute petite partie qui est montée en gamme. Ceci n'est plus le modèle de croissance que la Chine peut garder, d'où la crise chinoise.

C'est une déflation, car avec la hausse des coûts, la demande en Chine a chuté, de ce fait il y a une énorme surcapacité des moyens de production, les prix diminuent -7% en un an-, le rendement du capital est devenu extrêmement faible, voire négatif, ainsi les entreprises n'investissent plus.

La seule solution serait de monter en gamme, mais les Chinois vont-ils y arriver ?

-La croissance des pays émergents s'étant affaiblie, la demande de matières premières –pétrole, métaux, produits alimentaires- diminue. Les pays producteurs avec une très grosse exposition de leur économie à la vente de leurs matières premières souffrent énormément : la Russie – avec une maladie à la hollandaise- car a concentré son économie sur le développement des matières premières, ainsi le recul des prix a conduit à des difficultés ; le Nigéria ; des pays en Amérique latine ; le Mexique ; l'Indonésie.

Les pays exportateurs de pétrole avaient calés leur budget avec un prix du pétrole à 100 dollars le baril, alors que ce prix est entre 45 et 50 dollars, ce qui représente un choc énorme pour ces pays. L'Arabie Saoudite a un déficit du budget de 20 % de son PIB.

-Un certain nombre de grands émergents : le Brésil, l'Inde, la Turquie, l'Afrique du Sud connaissent un problème de stagflation : il y a des contraintes d'offre très sévères qui sont apparues : manque de main d'œuvre qualifiée, manque d'énergie, manque d'infrastructures de transports –pas assez de routes, de voies ferrées, d'aéroports...-et ceci a arrêté l'industrie – moins 15 % de la production industrielle au Brésil en 4 ans-. Ces contraintes d'offre font que l'on ne peut pas satisfaire la demande, et donc il y a de l'inflation. C'est un modèle de stagflation : inflation plus croissance faible voire négative comme au Brésil. Il faudrait réinvestir mais les taux d'intérêt sont très élevés pour lutter contre l'inflation, il n'est donc pas facile de s'endetter, les budgets sont en mauvaise état, et les Etats ont du mal à faire des programmes d'investissements publics.

Deux remarques :

-Aujourd'hui c'est la fin de la segmentation de la chaîne de valeur, idée de découper le produit pour l'assembler chez les émergents parce que c'est moins cher. On réintègre la production des biens, on déségmente les chaînes de valeur à cause de la hausse des coûts dans les émergents.

-Peut-on sauter par-dessus l'industrie dans le développement, est-ce qu'un pays peut passer directement de l'agriculture aux services numériques ? Pour le Bénin, c'est la stratégie officielle, c'est de facto, ce qui se passe en Inde. Mais cela paraît extrêmement dangereux de sauter l'étape industrielle, car la classe moyenne consomme des produits industriels que le pays ne peut pas produire, ce qui conduit à des déficits extérieurs considérables que le pays n'arrive pas à financer, donc crises de change. Dans certains pays africains, ce sont les recettes des matières

premières qui financent l'achat des produits industriels, or quand les prix diminuent, cela enlève cette possibilité, et conduit à de graves difficultés.

Sandra Poncet

Professeur à Paris 1 et CEPII

Le modèle chinois est-il à bout de souffle, la montée en gamme est-elle effective ?

Il y a vraiment une volonté de renouveau chez les autorités chinoises.

Le rythme de croissance à 10 % n'était pas soutenable sur le long terme.

Le PIB chinois est passé de 1,7 % du PIB mondial en 1978 à 13% aujourd'hui.

Le PIB par habitant a cru de 10 % par an depuis trente ans. En PPA, le revenu par habitant chinois a été multiplié par 13 entre 1990 et 2014. Le revenu par tête d'un chinois en PPA, aujourd'hui est de 13 000 dollars, ce qui est très loin de celui d'un français, d'un chinois.

On savait que les facteurs passés de la croissance n'étaient pas durables, et que l'on avait besoin d'un renouveau.

Quels étaient les grands piliers de cette croissance chinoise ?

- La croissance démographique

La capacité de la Chine à s'insérer dans la DIPP et à s'établir comme l'atelier du monde est due à l'arrivée d'enfants relativement bien éduqués, pas chers et mobilisables dans les usines d'assemblage de la côte. Cette abondance a fait maintenir un salaire très bas. Aujourd'hui la politique de l'enfant unique et la montée des coûts font que cette capacité devient inopérante.

- La Chine s'est positionnée comme la manufacture du monde avec mise à disposition de sa main d'œuvre auprès des multinationales pour que la Chine fasse de l'assemblage, de composants, de logiciels préalablement importés. Le taux d'ouverture est monté à 58 %, taux très élevé. La Chine a atteint ses limites liées à ses capacités d'assemblage. Avec la crise qui met fin à ses débouchés des usines d'assemblage, c'est tout un moteur de la croissance, la demande extérieure comptait pour un tiers dans la dynamique de croissance chinoise qui s'étouffe. La Chine est à la recherche d'un nouveau moteur : soit l'investissement, soit la demande extérieure, soit la consommation des ménages et des entreprises.

Il faut que la Chine repositionne sa croissance sur des moteurs internes plus autonomes, plus intravertis, moins dépendants de la conjoncture mondiale.

La Chine doit changer de stratégie, ne peut plus être l'atelier du monde, car il y a un tarissement de la main d'œuvre prête à s'asservir pour des salaires de misère.

Les autorités ont décidé des augmentations répétées de salaires minimums → 13 % par an dans le dernier plan quinquennal -, et par la mise en place de couvertures sociales des travailleurs. Les autorités ont bien conscience qu'il faut changer de moteur en donnant notamment du pouvoir d'achat aux travailleurs, faire émerger une classe moyenne avec une consommation locale autonome. Autre objectif : la montée en gamme avec des incitations fiscales, des subventions, pour des produits plus verts plus respectueux de l'environnement et plus sophistiqués.

Michel Fouquin

Conseiller au CEPII

Au début des années 2000, l'Afrique et l'Amérique du Sud ré-émergent car ils ont choisi tous l'ouverture internationale (à quelques exceptions près), les réformes économiques étaient faites de façon à s'adapter à la mondialisation. Le résultat a été positif jusqu'en 2013.

Devant la poussée chinoise qui a pris 17% du commerce mondial des produits manufacturés, la part des pays comme le Brésil, l'Indonésie, l'Inde a reculé. Ces pays se sont donc spécialisés vers le primaire.

On est revenu presque à l'époque coloniale où un certain nombre de pays se spécialisaient dans le primaire et les pays développés se spécialisaient dans l'industrie. Or l'industrialisation de ces pays- là est incontournable, l'évolution que ces pays ont depuis 15 ans les a mis en position de faiblesse.

Point positif : pendant la période euphorique, positive, les émergents ont accumulé beaucoup de réserves, et donc ils sont moins vulnérables qu'ils ne l'étaient durant la période 1980-1990, moins vrai pour le Brésil qui semble le cas le plus inquiétant. Ces réserves financières leur permettent d'atténuer le ralentissement de la croissance auquel ils font face.

Samsung a décidé de basculer sa fabrication de tablettes de la Chine vers le Vietnam, et en moins de trois ans il y a eu un boom économique et un excédent commercial du Vietnam, tout à fait extraordinaire. Les industries sans racine –footloose industries- comme le textile, l'électronique sont par nature des industries qui peuvent se délocaliser rapidement, et il n'y a pas de relocalisation pour ce type de produits. Les pays développés doivent conserver la partie conception, services, innovations des productions.

Jean-Louis Borloo

Président et fondateur de l'association "Energies pour l'Afrique".

Si l'économie et la croissance existent pour répondre à des besoins évidents pour les populations, il n'y a pas de plus grand relai de croissance potentielle que celui du continent africain, d'un milliard 100 millions de personnes sous-équipées, qui aura un dividende démographique d'un milliard de plus. Il n'existe pas de développement raisonnable, de croissance sans danger sans électrification massive. A 14 kilomètres de l'Europe nous avons un continent qui a un accès à 25 % à l'énergie. Tous les ans il y a 10 millions d'Africains en plus qui n'ont pas accès à l'énergie.

Il n'y a pas de développement durable s'il n'y a pas un minimum de paix civile. Or nous sommes face à un continent qui est à la croisée des chemins. Ou il y a une électrification réussie dans 7 à 8 ans, ou la situation ne sera pas tenable. L'Afrique commence à être totalement déstabilisée, la jeunesse d'Afrique a pris le chemin vers la lumière. Si rien n'est fait, il y a un risque de nomadisme important.

Comment expliquer ce retard de l'Afrique en matière d'électrification ?

- Pas d'administrations publiques de ces jeunes nations, la chaîne de décisions publiques n'existe pas.
- Les Africains n'ont pas les fonds publics nécessaires
- Plan qui coûterait 250 milliards d'euros, il y aurait les liquidités nécessaires mais manque de confiance et

d'organisation entre les investisseurs

Nous devons faire le choix d'un plan Marshall massif par l'électrification de l'Afrique, c'est aussi l'intérêt économique de l'Europe, c'est l'intérêt politique de l'Europe. Le risque de guerre existe s'il y a un très grand nomadisme africain.

Ce programme doit être lancé d'urgence à partir de Janvier 2016, avec des possibilités de croissance importantes sans quoi, il y aura des confrontations dont on ignore les formes, mais qui seront d'une grande violence.

Pierre Jacquet

Président du Global Development Network (GDN)

La dynamique structurelle –passage d'un secteur à l'autre- a guidé la croissance des pays développés, est-ce transposable aux PVD ? L'afflux des personnes dans les villes ne se fait pas de manière satisfaisante pour accueillir ces travailleurs (manque d'infrastructures publiques)

Il y a une désindustrialisation ou une non industrialisation dans les PVD. L'Inde est pointue dans certains domaines (ingénierie) mais ce n'est pas général par manque de qualifications. Le système scolaire n'est pas satisfaisant à ce sujet. Le secteur en croissance doit correspondre aux avantages comparatifs du pays. Or, en Inde les avantages comparatifs sont dans le travail non qualifié. Plus de 80 % des emplois en Inde sont dans le secteur informel, c'est-à-dire secteur à très faible productivité, à très faible qualification. Comment le secteur manufacturier peut-il servir d'ascenseur dans ce cas-là ?

Peut-être que les services peuvent jouer ce rôle de croissance de la productivité, mais les services ne vont pas créer beaucoup d'emplois.

On ne voit pas bien comment on peut identifier les secteurs qui peuvent à la fois permettre la croissance durable de la productivité et l'absorption des ressources sur le long terme. Il n'y a pas de dynamique de développement.

Global Development Network (GDN) : organisation dont la mission est de renforcer les capacités de réflexion et de recherche localisées dans les PVD.

Gaël Giraud

Chef économiste de l'Agence Française de Développement

C'est compliqué aujourd'hui de dupliquer le modèle de développement du XIXème siècle, des pays industrialisés car il y a, aujourd'hui, le problème de la transition énergétique et du réchauffement climatique.

Aujourd'hui nous sommes dans un grand déséquilibre macroéconomique qui était celui de la planète en 1945 mais avec un jeu d'acteurs complètement différent. Au sortir de la seconde guerre mondiale, le grand pays qui a une production excédentaire sont les Etats-Unis. Leur problème est d'avoir une demande effective capable d'absorber la production américaine, d'où la mise en place d'un plan Marshall, qui n'était pas simplement de la philanthropie. A partir de 1970, les Etats-Unis deviennent déficitaires. La donne change et les Américains se demandent qui va produire les produits que nous voulons consommer. Ce sont donc les grands pays émergents qui produiront ces produits, la Chine notamment. Comment se fait le bouclage macroéconomique ? La Chine consent à recycler ses énormes excédents commerciaux -3 000 milliards de dollars- en rachetant de la dette américaine. Argent qui est donc recyclé dans le circuit financier à Wall Streets et à Londres.

Cette mécanique s'est grippée en 2008 à cause de l'instabilité financière et de la crise des subprimes. La Chine n'a plus souhaité joué ce rôle. La grande question de la Chine, aujourd'hui, est qui va consommer son surplus industriel ? La Chine se retrouve dans la situation des Etats-Unis, en 1945.

Economie fiction : on peut imaginer que la Chine utilise un plan Marshall vis-à-vis de l'Afrique pour recycler ses excédents industriels.

Plusieurs questions à envisager :

- Si les taux d'intérêt augmentent aux Etats-Unis, cela va conduire à une fuite des capitaux vers les États-Unis et dépouiller les PVD.

- La remontée du prix du pétrole qui arrivera tôt ou tard et qui se fera par une très grande volatilité du prix peut conduire à une récession dans les pays fortement dépendants du pétrole. Cette non lisibilité du cours du pétrole est problématique, et fait qu'on est en sous-investissement aujourd'hui pour extraire du pétrole, sous-investissement que l'on paiera plus tard. C'est une bonne nouvelle pour l'écologie, cela en est une mauvaise pour les pays producteurs et exportateurs.

- Contrainte du grand défi que constitue le changement climatique. Il y a donc des modèles économiques qu'il faut repenser, au Nord comme au Sud, par exemple avec la question de l'économie circulaire, la Chine est très en pointe dans le recyclage et l'Europe ferait bien de s'en inspirer.

Points positifs :

- Conférence à Lima en octobre 2016, plutôt favorable pour le fond vert qui s'adressera aux PVD pour financer leur transition énergétique -85 milliards de dollars de promesses sur les 100 espérés-. La communauté internationale a conscience de la nécessité de financer la transition énergétique pour les pays du sud.

- Le G20 a décidé d'intervenir sur les prix de transfert, ce qui pourrait constituer une base fiscale qui assurerait des ressources dans les PVD pour faire des investissements publics nécessaires à leur développement.